

«Horizons» N°3519 - Mardi 29 Juillet 2003

Industrialisation en Mauritanie

Pour une relance au service du développement

La promotion des activités manufacturières porteuses de croissance économique et l'élargissement de l'éventail d'emplois directs et indirects constituent quelques uns des objectifs principaux visés par le développement de l'industrie en Mauritanie.

Or, il se trouve que notre industrie est "peu développée", selon une étude présentée par des consultants nationaux et de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) lors d'un atelier organisé les 9 et 10 juillet 2003 à Nouakchott sur "les éléments d'une stratégie d'action pour la relance de l'industrialisation en Mauritanie".

Actuellement, le secteur compte 70 entreprises en activité dans le domaine manufacturier sur un total de 90 structures, majoritairement situées à Nouakchott. Le sous-secteur dominant de cette industrie, basée sur l'import de substitution, est celui de l'agro-alimentaire qui représente 45% des activités et qui se concentre sur le lait et ses dérivés, les eaux minérales, les aliments de bétail, ainsi que le raffinage d'huile et la confiserie.

L'industrie chimique est, elle aussi, présente à travers la fabrication d'insecticides, de produits d'entretien et d'hygiène (détergents et savons), de peintures et de bougies. L'atelier, qui a réuni plusieurs représentants des différents départements ministériels concernés et des experts de l'ONUDI, a permis

aux participants de discuter de questions pouvant provoquer la relance de l'industrie afin qu'elle devienne plus compétitive, efficace et pouvant attirer des investissements neufs nationaux et étrangers. A cet effet, les experts ont débattu de plusieurs problèmes qui entravent, selon l'étude, le développement de notre industrie en vue de leur apporter des solutions. Parmi ces problèmes, les consultants relèvent notamment l'insuffisance des infrastructures, la maîtrise insuffisante du processus de production et des coûts, la mauvaise gestion, ainsi que l'absence de transfert de technologie et de formation. Ils constatent également qu'une large couche de petits entrepreneurs a développé des activités semi-facturières dans des conditions rudimentaires d'équipement, de technologie, de compétence technique et de moyens financiers.

Pour corriger cette situation, l'étude avance des propositions basées sur des appuis publics et/ou collectifs permettant aux unités industrielles de franchir le seuil de passage à une véritable industrie.

Pour sa part, l'Etat a déjà pris d'importantes mesures parmi lesquelles figurent, en bonne place, la réalisation d'importants programmes d'action sur le long terme dans les domaines clés, comme le cadre juridique et judiciaire des affaires, la formation des ressources humaines et l'élargissement des infrastructures afin de promouvoir

le secteur industriel.

Le ministre des Mines et de l'Industrie, M. Zeidane Ould H'Meida affirmait, dans ce cadre le 8 juillet 2003 dans une déclaration à la presse, que son département dispose "d'études riches et de données fiables pour permettre aux opérateurs économiques désireux d'investir dans notre pays de disposer d'éléments d'information denses".

Les participants à l'atelier du 9 juillet ont souligné, de leur côté, que l'économie mauritanienne ne pouvait reposer uniquement sur le commerce et qu'il faudrait en conséquence créer "les conditions véritables d'un développement industriel".

A cet effet, ils ont recommandé, entre autres, de protéger l'industrie nationale, de favoriser la formation et la décentralisation des activités industrielles vers l'intérieur du pays. Ils ont aussi demandé que la priorité soit accordée à l'utilisation des matières de production locale dans le processus industriel, ainsi que l'accès pour les industries manufacturières aux devises.

Tous les éléments pouvant favoriser la relance de l'industrie mauritanienne ont été ainsi discutés au cours de cet atelier. Il reste cependant à les mettre en pratique afin que notre industrie puisse véritablement contribuer au développement socio-économique du pays.

Aly Ould Ahmed Sidi